

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 26 septembre 2016**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>54</b>	<b>21</b>

N° de la séance : 29

Objet de la délibération : Direction du Développement Economique - Transfert de la compétence « promotion du tourisme » - Principes relatifs à la mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.134

Date de la convocation :  
**Le 20/09/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **27 SEP. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du **27 SEP. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

**ABSENTS :**

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LE CHAPELAIN,**

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** le Code du tourisme, et notamment son article L. 134-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

**Vu** le Décret du 29 juin 1977 portant classement de la commune de Villeneuve Loubet en station balnéaire et de tourisme,

**Vu** le Décret du 20 décembre 1982 portant classement de la commune de La Colle-sur-Loup comme station climatique,

**Vu** le Décret du 17 janvier 1990 portant classement de la commune de Saint-Paul-de-Vence comme station de tourisme,

**Vu** le Décret du 9 décembre 1990 portant classement de la commune de Vallauris comme station balnéaire et de tourisme,

**Vu** le Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2011 portant classement de la commune de Biot comme station de tourisme,

**Vu** le Décret du 16 juillet 2014 portant classement de la commune d'Antibes comme station de tourisme,

**Vu** la délibération n°CC.2016.058 du 27 juin 2016 prise par le Conseil Communautaire de la CASA ;

Considérant que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a opéré un renforcement des compétences de l'intercommunalité ;

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2017, les missions actuellement communales en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme », seront rattachées au bloc obligatoire des communautés de communes et communautés d'agglomération, au sein de la compétence « développement économique » ;

Considérant qu'ainsi, aux termes de l'article L. 134-1 du Code du Tourisme, tel que modifié par la loi NOTRe, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) exercera de plein droit, à compter du 1er janvier 2017, en lieu et place de ses communes membres, dans les conditions prévues par l'article L.5216-5 du CGCT :

- La compétence en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des zones d'activités touristiques ;
- La compétence en matière de promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.

Considérant que cette dernière compétence regroupe uniquement les missions régaliennes des offices de tourisme, à savoir :

- Accueil ;
- Information ;
- Promotion touristique ;
- Coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique.



Considérant que conformément à la loi NOTRe, à l'occasion du transfert de cette compétence, les offices de tourisme des communes touristiques et des stations classées de tourisme seront transformés en bureaux d'information de l'office de tourisme intercommunal, sauf lorsqu'ils deviennent le siège de cet office de tourisme ;

Considérant que par délibération n°CC.2016.058 du Conseil Communautaire du 27 juin 2016, la CASA a décidé :

- de se doter, au titre de ses compétences obligatoires, de la compétence relative à la « Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme et zones d'activités touristiques » ;
- de modifier ses statuts en rajoutant à l'article 1.1.1 desdits statuts « Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme et zones d'activités touristiques » ;

Considérant que toutefois, la CASA a décidé également, à la séance de ce jour, et ce conformément à l'article L. 134-2 du Code du tourisme, de maintenir des offices de tourisme distincts pour les stations classées de tourisme ;

Considérant que, dans ce cadre, la loi NOTRe impose de définir les modalités de mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux existant sur son périmètre ;

Considérant que la CASA comporte sur son périmètre six offices de tourisme sur les stations classées de tourisme, à savoir : Antibes Juan-les-Pins, Biot, La Colle-sur-Loup, Saint-Paul de Vence, Vallauris Golfe-Juan et Villeneuve-Loubet ;

Considérant que les offices de tourisme d'Antibes Juan-les-Pins, de La Colle-sur-Loup et de Vallauris Golfe-Juan sont organisés sous forme d'Etablissement Public Industriel et Commercial ;

Considérant que les offices de tourisme de Villeneuve-Loubet et Saint-Paul de Vence sont organisés sous forme d'association ;

Considérant que l'office de tourisme de Biot est organisé sous forme de régie à autonomie financière ;

Considérant que ces offices de tourisme revêtent un caractère stratégique pour ces communes stations classées, dont la vocation touristique nécessite une organisation locale permettant de valoriser leur territoire ;

Considérant que dans l'intérêt touristique, économique et social de ces stations classées, il a été décidé de maintenir, au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2017, des offices de tourisme distincts pour : Antibes Juan-les-Pins, Biot, La Colle-sur-Loup, Saint-Paul de Vence, Vallauris Golfe-Juan et Villeneuve-Loubet ;

Considérant qu'il convient également, conformément à l'article L. 134-2 du Code du tourisme, de définir les modalités de mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux existant sur le périmètre de la CASA ;

Considérant que la mutualisation constitue un enjeu majeur pour la conduite des politiques publiques menées sur un territoire, pour l'articulation des relations entre l'intercommunalité et ses communes membres, pour une meilleure rationalisation budgétaire, ainsi que pour l'avenir des personnels assurant le service public ;

Considérant que, dans l'attente des résultats des renouvellements des classements des communes stations classées de tourisme, la définition exacte des modalités de mutualisation des moyens et des ressources des offices de tourisme intercommunaux, par le biais de conventions, ne pourra se faire qu'ultérieurement ;

Considérant que, tant l'impact possible de la mutualisation sur l'organisation à moyen et long terme des relations entre les communes et l'agglomération, que l'engagement à aborder chaque thématique en profondeur, rendent nécessaire le suivi d'une méthode précise et l'adoption de conventions de mutualisation à moyen terme ;

Considérant qu'il convient d'ores et déjà d'approuver les principes de mutualisation tels que prévus par la loi NOTRe précitée ;

Considérant que les offices de tourisme intercommunaux, entre eux et avec la CASA, devront mettre en œuvre des processus de mutualisation dans les domaines matériels, immobiliers et humains ;

Considérant que les offices de tourisme intercommunaux, entre eux et avec la CASA, devront également mettre en œuvre des processus de mutualisation d'actions de communication et de promotion touristique ;

Aussi, il est aujourd'hui proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les principes relatifs à la mutualisation concernant les offices de tourisme intercommunaux, tels que présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les principes relatifs à la mutualisation concernant les offices de tourisme intercommunaux, tels que présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 26 septembre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 26/09/2016  
Numéro : CC\_2016\_134  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Transfert de la compétence " promotion du tourisme " -  
Principes relatifs à la mutualisation des moyens et des  
ressources des offices de tourisme intercommunaux  
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : LAst3wi

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 27/09/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC\_2016\_134-DE

**Acte reçu**

Date : 26/09/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_134  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Transfert de la compétence " promotion du tourisme " - Principes relatifs à la mutualisation des moyens  
et des ressources des offices de tourisme intercommunaux  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160926-CC\_2016\_134-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0